



## ***L'annonce des Libéraux en matière de services de garde : des bons coups et des ratés***

*CCAAC Ottawa 7 Dec 05*

Le plan des Libéraux en matière de services de garde vise juste pour les familles canadiennes qui reconnaissent que seul un système national – et non pas des allocations financières – leur procurera les places en service de garde dont elles ont besoin. Mais le plan rate la cible dans plusieurs domaines cruciaux.

*Bon coup* : L'engagement de faire de la garde à l'enfance un **programme permanent** – une pierre angulaire des programmes sociaux canadiens à l'instar du régime d'assurance-maladie.

*Raté* : **absence d'un cadre législatif**. Les Libéraux doivent tenir leur promesse de 2004 et déposer une loi pour s'assurer que l'on rende compte des dépenses publiques en matière de service de garde et pour enchâsser les principes de qualité, d'universalité et d'inclusion, d'accessibilité et de services axés sur le développement des enfants.

*Bon coup* : L'engagement à consentir un **financement soutenu** – passé de cinq ans à dix ans.

*Raté* : Pas de hausse de financement. Les nouvelles places créées en un an exigeront la totalité des montants annuels promis simplement pour être maintenues. La croissance ne sera possible qu'en augmentant graduellement le financement de manière à atteindre l'objectif d'une place pour chaque enfant au Canada. Pour financer un programme national, il faut **des hausses annuelles importantes**.

*Bon coup* : Des ententes avec les provinces de manière à ce que le financement soit affecté à un système de services de garde communautaires et réglementés – on est loin de la « garde institutionnelle ».

*Raté* : **Pas d'engagement à faire de la garde à l'enfance un service public**. En dépit de la preuve documentant les avantages liés à la prestation sans but lucratif et publique des services de garde, le plan libéral ne s'engage pas sur cette voie. Dans quelle mesure le premier ministre du Canada est-il convaincu du bien-fondé d'un système de santé public s'il est si réticent à ce que les fonds fédéraux consentis aux services de garde soient attribués au seul secteur sans but lucratif?

*Bon coup* : Reconnaissance de la nécessité d'une stratégie d'infrastructure en matière de services de garde.

*Raté* : **Pas de stratégie d'immobilisation**. L'ACPSGE réclame un fond de développement de deux milliards de dollars pour la création de nouvelles places en services de garde sans but lucratif. L'engagement vague de renouveler « les programmes d'infrastructures pertinents » obligera les services de garde à rivaliser pour du financement avec les routes, les ponts et les égouts – un combat qu'ils perdront à coup sûr.

Les familles canadiennes ne peuvent se permettre d'avoir un gouvernement qui rate la cible en matière de services de garde. Pour viser juste, il faut s'engager à augmenter le financement, à adopter une loi, à investir dans l'immobilisation et à faire des services de garde un système public et sans but lucratif accessible à tous les enfants.